

MEIR SHEETRIT

Député, Israël

Jim HOAGLAND

J'en arrive à notre prochain intervenant, Meir Sheetrit, qui nous vient d'Israël. Il est député et a déjà participé à cette conférence par le passé. Ce ne sont pas les raisons qui manquent pour l'y convier à nouveau.

Meir SHEETRIT

Je tiens à remercier Thierry et l'ensemble du personnel de la WPC pour avoir organisé, cette fois encore, la conférence de manière exceptionnelle, et je vous remercie de m'accueillir au sein du panel et dans la cadre de la présente conférence.

Hier s'est tenue la journée de commémoration de l'assassinat du Premier ministre Rabin, assassiné en novembre 1995. Il n'a pas été assassiné par un terroriste islamiste, mais par un jeune juif, qui venait d'une frange radicale extrémiste de la société israélienne. L'assassinat s'est produit à la suite d'une grande manifestation, qui avait réuni plus de 100 000 personnes sur une place de l'agglomération de Tel Aviv. Tout juste après la fin du rassemblement, Rabin se retirait, quand le type l'a abattu. L'assassin de Rabin voulait stopper le processus de paix.

Nous avons deux grands dirigeants en Israël qui ont vraiment changé l'histoire du Moyen-Orient. L'un d'eux est Menahem Begin. Il a fait la paix avec l'Égypte, en se retirant du Sinaï, et avec Anwar el-Sadat. L'autre, c'est Rabin, qui a signé les Accords d'Oslo, s'est réconcilié avec la Jordanie et signé l'accord de paix avec la Jordanie et Clinton. La question qui se pose est la suivante : sommes-nous arrivés à une impasse, et l'espoir d'une paix au Moyen-Orient entre Israël et la Palestine s'est-il envolé ? Je suis de ceux qui pensent que ce n'est pas le cas. Nous ne sommes pas dans une impasse, et un espoir de paix subsiste, pour peu que nous agissions correctement, comme je vais l'expliquer.

Permettez-moi tout d'abord d'expliquer pourquoi nous sommes bloqués, pourquoi nous n'avancions pas. Nous avons eu au moins deux occasions de paix avec la Palestine, de paix définitive, qu'à mon grand regret, les dirigeants palestiniens ont rejetées. La première remonte à l'époque où le Premier ministre Barak, avec la bénédiction de Clinton et dans le but d'instaurer la paix, a offert à Arafat presque tout ce que les Palestiniens demandaient : la majeure partie de la Cisjordanie, la vieille ville de Jérusalem et bien sûr, Gaza. Mais il s'est heurté au refus d'Arafat. La seconde fois, c'est lorsque le Premier ministre Olmert est parvenu à un accord avec Abou Mazen, que ce dernier s'était engagé à signer, et qu'Abou Mazen, après avoir demandé un délai supplémentaire de quelques jours, n'est pas revenu pour signer. Je me pose la question : pourquoi ne signent-ils pas ? Pourquoi ne parachèvent-ils pas cette paix ? Ne veulent-ils donc pas d'un État palestinien ? Mes nombreuses années en politique et les différentes fonctions que j'ai occupées au sein du gouvernement israélien m'ont amené à la conclusion que pour parvenir à la paix, il faut deux partenaires : l'un, prêt à payer le prix de la paix, comme l'a démontré le gouvernement d'Israël par l'intermédiaire des deux premiers ministres que j'ai mentionnés, et l'autre, ici le camp palestinien. Les Palestiniens doivent prendre une décision très difficile pour instaurer la paix : celle de renoncer à ce qu'ils appellent « le droit au retour ». Cela signifie l'interdiction pour les réfugiés de retourner dans les territoires israéliens une fois la paix conclue avec la Palestine. Ils peuvent retourner dans l'État palestinien, mais pas en Israël. Selon moi, aucun dirigeant palestinien n'est en mesure d'entériner une décision pareille, car les Palestiniens ne peuvent pas faire cela tout seuls.

Je pense que l'unique solution pour parvenir à la paix au Moyen-Orient passe par ce que nous appelons l'initiative saoudienne, ou encore l'Initiative de paix arabe. Je suis un fervent partisan de cette initiative, depuis sa création en 2002. Je me suis battu pour la rendre plus audible et convaincre les Premiers ministres d'Israël, le gouvernement et la Knesset, d'aller dans cette direction. Qu'est-ce qui me donne à penser que c'est la bonne solution ? Selon l'Initiative de paix arabe, en cas de paix avec les Palestiniens, à travers un retour aux frontières de 1967 et une solution acceptable et légitime au problème des réfugiés palestiniens, 57 pays islamiques se disent prêts à faire la paix avec Israël,

normalisation totale des relations comprise, et cela serait la fin du conflit. Fantastique. Je défends cette idée avec tant de ferveur que lorsque le Premier ministre Sharon a voulu se désengager de Gaza, j'ai suggéré qu'il ne se retire pas de Gaza, mais qu'il reprenne plutôt l'initiative arabe, qu'il appelle Riyad, qu'il engage le dialogue, qu'il négocie cette initiative, parce que celle-ci peut déboucher sur la paix, et pour quatre raisons. Premièrement, faire la paix dans le cadre de l'initiative arabe nous offre la garantie d'une paix durable, car c'est faire la paix avec 57 pays islamiques, et pas seulement avec la Palestine. On entend dire qu'en cas de paix uniquement avec la Palestine, quelqu'un sorti tout droit du « Hamastan » aura vite fait demain de la réduire à néant, à l'image de ce qui s'est passé avec Gaza lorsque nous nous sommes retirés. Deuxièmement, je pense que cette initiative est le moyen de régler le problème du Hamas et du Fatah, c'est-à-dire de rassembler les deux factions. Aujourd'hui encore, des progrès se font jour grâce à l'action positive et énergique du président de l'Égypte, M. al-Sissi, qui a créé les conditions visant à les réconcilier. Troisièmement, c'est le meilleur moyen de présenter cet accord à la population israélienne, car soumettez au peuple d'Israël un accord impliquant non seulement l'Autorité palestinienne, mais également 57 pays islamiques, avec normalisation complète des relations par la même occasion, et vous changez le monde, vous changez le Moyen-Orient, et la ratification de cet accord par la Knesset et son acceptation par l'opinion publique s'en trouvent facilitées et accélérées.

Je reste positif et optimiste, parce que beaucoup de choses se sont passées au Moyen-Orient. Les intérêts des États arabes ont changé. Ils se trouvent désormais dans la même situation de lutte contre la terreur islamique radicale que nous ; nous voyons l'Égypte se battre contre les Frères musulmans et en Irak. Où que nous allions, ils se trouvent dans la même situation que nous. C'est la raison pour laquelle nous avons plus de choses en commun avec les pays arabes à l'heure actuelle. Même si nous n'entretenons pas de relations diplomatiques avec bon nombre d'entre eux, nous collaborons très bien dans le cadre de la lutte contre la terreur. Deuxièmement, la menace nucléaire iranienne n'est pas dirigée contre Israël. Je ne peux me résoudre à cette éventualité, car nous attaquer serait stupide. L'Iran veut des armes nucléaires pour devenir la plus grande force du monde arabe, et cela rend tous les pays arabes voisins de l'Iran très inquiets, y compris l'Arabie saoudite, le Koweït, tous les pays du Golfe et bien d'autres encore, qui ne veulent pas que l'Iran dispose d'un arsenal nucléaire. Dans ce cas précis, nos intérêts convergent, puisque nous ne souhaitons pas non plus que l'Iran soit en possession d'armes nucléaires. Troisièmement, l'Arabie saoudite est en train de changer. Nous sommes tous témoins de ce qui se passe actuellement, avec le nouveau dirigeant de l'Arabie saoudite, le prince héritier, qui fait des choses que nous n'aurions pas pu imaginer il y a tout juste quelques semaines. Les changements qu'il a effectués montrent qu'il prend son rôle de futur roi d'Arabie saoudite au sérieux. Il a remplacé la totalité du gouvernement, il héberge actuellement Hariri, qui a quitté le Liban parce qu'il craint pour sa vie, et il veut construire une belle ville moderne : il change le visage de l'Arabie saoudite. Deuxièmement, il est, et l'Arabie saoudite avec lui, très favorable au processus de paix. De fait, ils en sont à l'origine. Enfin, Donald Trump apporte, en quelque sorte, sa pierre à l'édifice, et elle est loin d'être négligeable. Lorsqu'il s'est rendu en Israël, il a traversé l'Arabie saoudite, et il a changé l'attitude des Saoudiens et des autres pays arabes en les exhortant à œuvrer pour la paix avec Israël. Il existe désormais de nombreux éléments qui permettent d'envisager l'avènement de la paix.

Dernier point, et non des moindres : les gens se demandent comment faire la paix avec un Premier ministre d'Israël issu d'un parti d'extrême droite, qui est opposé à la paix et ne veut rien lâcher. À cela, je réponds qu'en Israël, nous avons un paradoxe, que j'ai baptisé « les faucons de la paix et les colombes de la guerre », qui signifie que seuls les faucons (la droite) peuvent faire la paix avec un consensus national, et que seules les colombes (la gauche) peuvent faire la guerre avec un consensus national. Ne l'oublions pas, Begin est parvenu à faire la plus belle paix qui soit avec le plus grand des pays arabes, l'Égypte. Si quelqu'un, au sein du Likoud, avait dit, avant que Begin devienne Premier ministre, qu'il allait abandonner le Sinaï, il aurait été exclu en fanfare du parti. Pourtant, Begin a facilement fait avaler la pilule au Likoud, parce qu'il a automatiquement obtenu le soutien de la gauche, et vice versa. Aujourd'hui, oui, nous avons Netanyahu, dont les positions sont assez extrêmes, et il n'est pas encore très à l'aise avec l'idée la paix. Mais s'il se retrouve, peut-être sous l'impulsion de Trump, dans un cas de figure où il décide de faire la paix, il peut réussir à la faire adopter parce qu'il est issu de la droite. Cela passerait, en particulier si la paix emprunte le chemin de l'initiative arabe.

Je pense que le problème est un problème israélo-arabe. Pas un problème américain. Les Américains ne comprennent pas les Arabes, je suis au regret de le dire, mais, à mon avis, les deux ne se comprennent pas. Nous devons résoudre le problème nous-mêmes. Si nous avions négocié les Accords d'Oslo seulement avec les Américains, ceux-ci n'auraient jamais existé. Le processus d'Oslo a fonctionné parce qu'Israéliens et Palestiniens ont

négocié en personne à Oslo, de manière confidentielle, jusqu'à la signature globale. Il y a juste une chose que je regrette : que les parties ne se soient pas entendues sur tous les points de cet accord, et que l'on n'ait pas procédé par étapes, ce qui constitue, à mon avis, la plus grosse erreur du processus d'Oslo. Les parties n'ont pas finalisé, dès le départ, tous les points d'accord, ni procédé par étapes, comme nous l'avions fait avec l'Égypte. J'espère vraiment que nous réussirons, et je continue à me battre en ce sens. Je crois que nous y arriverons.

Jim HOAGLAND

Merci, Meir, de nous dire qu'il y a de l'espoir pour le Moyen-Orient, qu'il y a de l'espoir pour Israël et qu'il y a même de l'espoir pour « Bibi » et Trump.